EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS:

	MAROC	FRANCE et Colonies	ETRANGER
3 MOIS	4.50	6 fr.	7 »
6 MOIS	8 »	10 »	12 »
1 AN	15 »	18 »	20 »

ON PEUT S'ABONNER:

A la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Gouvernement Chérifien à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE
Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat (Maroc)

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du *Bulletin Officiel*.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat.

PRIX DES ANNONCES:

Annonces judiciaires (la ligne de 34 lettres,
 et légales corps 8. 0.50

Sur 4 colonnes :

Annonces et avis divers (les dix premières lignes, la ligne. 0.60
 les suivantes, — 0.50

Pour les annonces réclames, les conditions
 sont traitées de gré à gré.

Réduction pour les annonces et réclames
 renouvelées.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au "Bulletin Officiel" du Protectorat.

SOMMAIRE
PAGES

La célébration de la fête du Mouloud à Rabat 53

PARTIE OFFICIELLE

1. Ordre du 27 Janvier 1915 54

2. Arrêté viziriel du 23 Janvier 1915 sur la conservation des biens collectifs. 54

3. Arrêté viziriel du 23 Janvier 1915 portant allocation d'une indemnité de logement aux infirmiers indigènes du Service de la Santé et de l'Assistance publiques attachés aux groupes sanitaires mobiles. 54

4. Déclaration du Directeur Général des Travaux publics portant approbation d'un Arrêté pris par le Pacha de Rabat au sujet des alignements d'une rue de cette ville 55

5. Addenda au n° 90 du « Bulletin Officiel » du 17 Juillet 1914 55

PARTIE NON OFFICIELLE

6. Situation politique et militaire du Maroc à la date du 30 Janvier 1915. 55

7. Services de l'Agriculture. (Note sur la défense contre les sauterelles). 56

8. Direction de la Santé et de l'Assistance publiques. (Instruction sur la rage) 56

9. Annonces et avis divers 58

**LA CÉLÉBRATION DE LA FÊTE DU MOULOUD
 A RABAT**

La fête religieuse du Mouloud, une des trois grandes fêtes annuelles de l'Islam, a commencé le 28 janvier.

Des délégations de toutes les régions se sont rendues à Rabat, sous la conduite des Caïds ou de leurs Khalifats pour présenter les traditionnels hommages à SA MAJESTÉ le SULTAN.

Plus de 4.000 cavaliers étaient ainsi rassemblés venant non seulement de la Chaouïa, du Gharb, de toutes les régions de la plaine, des capitales Fez, Meknès, Marrakech, mais aussi des régions les plus récemment soumises telles

que le Sous, l'Atlas, le Tadla, les tribus berbères du sud de Meknès qui s'étaient presque toujours abstenues antérieurement.

SA MAJESTÉ a reçu dans la matinée du 28 les hommages des tribus. Le RESIDENT GENERAL s'est rendu ensuite au palais avec les principales autorités pour lui adresser ses compliments à l'occasion de la fête.

SA MAJESTÉ lui a exprimé toute sa satisfaction de la situation politique que dénotait un concours aussi nombreux et empressé des tribus, significatif de la sécurité qui régnait dans les régions les plus reculées et qui permettait des déplacements aussi éloignés et importants, et l'a chargé d'exprimer au GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE sa gratitude pour l'appui constant qu'il lui avait si largement donné et qui avait assuré le rétablissement de l'ordre dans l'Empire. Elle a ajouté qu'Elle était heureuse que les troupes marocaines en allant combattre en France aient fait honneur à la dette contractée par le pays vis-à-vis de la France et a renouvelé ses vœux pour le succès des armées alliées dans lequel Elle avait une confiance entière.

Le 29, le Grand Vizir et le Maghzen ont amené les Caïds au nombre de 150 à la Résidence. Le RESIDENT GENERAL, entouré des autorités françaises et de son Etat-Major, les a réunis et se les est fait présenter successivement et leur a offert un thé. Pendant la réception, circulant au milieu des groupes, il s'est entretenu familièrement avec ces caïds visiblement satisfaits de l'accueil qui leur était fait.

A signaler la présence des Caïds des Haha, Ida ou Gelloul, Ida ou Zellen, Ait Tameur, des Caïds des tribus du Sous les plus récemment soumises, des Caïds du Tadla qui s'étaient joints au marabout de Boujad, dont la venue a produit la plus vive impression dans les milieux indigènes.

Le 30, profitant d'une éclaircie, le SULTAN a prescrit la fantasia coutumière, est sorti à cheval de son Palais pour y assister. Le RESIDENT GENERAL l'a rejoint, a parcouru ensuite l'immense campement des tribus dont les cavaliers l'ont accompagné au retour à travers la ville.

Les fêtes se poursuivent au milieu de l'enthousiasme de la population indigène vivement frappée de leur éclat extraordinaire et dont les plus anciens déclarent n'avoir jamais assisté à réunion plus importante et plus brillante, même au temps de Moulay Hassan.

PARTIE OFFICIELLE

ORDRE DU 27 JANVIER 1915

Du 20 août au 10 janvier, le Colonel GARNIER-DUPLESSIS a pu amener à Khenifra avec son groupe mobile huit convois de ravitaillement de 1.600 chameaux à travers un pays difficile, au milieu de populations hostiles supérieurement armées, extrêmement guerrières et surexcitées au plus haut degré par des émissaires étrangers qui représentaient notre situation en Europe comme très précaire et devant nous amener promptement à l'évacuation du Maroc.

Ce résultat remarquable n'a pu être obtenu que grâce à l'activité, à l'endurance, à l'ardeur et à la bravoure des troupes du groupe mobile du Tadla, aux belles qualités de chef et à la grande habileté manœuvrière du Colonel GARNIER-DUPLESSIS.

Le Général Commandant en Chef est heureux de témoigner toute sa satisfaction au Colonel DUPLESSIS et à son groupe mobile et de leur adresser ses félicitations pour avoir su mener à bien, dans des circonstances particulièrement difficiles, la tâche ingrate qui leur incombait.

Fait au Quartier Général, à Rabat, le 27 janvier 1915.

Le Commissaire Résident Général, Commandant en chef,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 23 JANVIER 1915 sur la conservation des biens collectifs

LE GRAND VIZIR,

Vu la Circulaire du 1^{er} novembre 1912, la Circulaire du 6 mars 1914 et le Dahir du 7 juillet 1914, aux termes duquel les biens collectifs, qui sont inaliénables, ne peuvent valablement faire l'objet d'aucune mutation ou location ;

Considérant qu'il y a lieu dans l'intérêt des collectivités bénéficiaires de veiller à la conservation de ces biens ;

Considérant qu'il importe que ces collectivités soient représentées dans toute contestation ou litige intéressant des biens de cette nature ;

Considérant que le Maghzen est le protecteur naturel des dites collectivités ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Les Cheikhs, les Caïds et le Secrétaire Général du Gouvernement Chérifien sont spécialement chargés de la surveillance des biens collectifs.

ART. 2. — Dans tout litige ou contestation immobilière, intéressant une collectivité, ces agents auront qualité pour assister en justice la collectivité ou son mandataire et, au besoin, agir directement en leur nom.

Fait à Rabat, le 7 Rebia 1^{er} 1333.

(23 janvier 1915).

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUERBAS, Grand Vizir,

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 30 janvier 1915.

Le Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 23 JANVIER 1915 portant allocation d'une indemnité de logement aux Infirmiers Indigènes du Service de la Santé et de l'Assistance publiques, attachés aux Groupes sanitaires mobiles.

LE GRAND VIZIR,

Vu le Dahir de Sa Majesté Chérifienne en date du 11 Djoumada el Oula 1331 (18 avril 1913) ;

Vu l'Arrêté Viziriel du 14 Djoumada Tani 1331 (21 mai 1913), relatif à la mise en application du Règlement du 19 avril 1913, sur le Service de la Santé et de l'Assistance publiques au Maroc, et celui du 18 Safar 1332 (16 janvier 1914), relatif à l'allocation d'une indemnité de logement aux infirmiers indigènes du Service de la Santé et de l'Assistance publiques ;

Vu l'article 20 du Règlement du 19 avril 1913 ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Par complément de l'article 20 du Règlement du 19 avril 1913 sur le Service de la Santé et de l'Assistance publiques au Maroc, il est alloué aux

infirmiers indigènes des groupes sanitaires mobiles une indemnité mensuelle de logement, répartie comme suit :

- 15 P. H. aux célibataires ;
- 25 P. H. aux mariés.

ART. 2. — Le présent Arrêté aura son effet à compter du 1^{er} mai 1914.

Fait à Rabat, le 7 Rebia 1^{er} 1333.
(23 janvier 1915).

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution,

Rabat, le 30 janvier 1915.

Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.

DÉCISION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES TRAVAUX PUBLICS

portant approbation d'un Arrêté pris par le Pacha de Rabat au sujet des alignements d'une rue de cette ville.

Par décision du 26 janvier 1915, le Directeur Général des Travaux Publics a approuvé l'Arrêté du Pacha de Rabat, en date du 20 janvier 1915, fixant des alignements de la rue El Gza, conformément aux indications du plan soumis à l'enquête.

ADDENDA

au n° 90 du Bulletin Officiel du 17 juillet 1914

(Arrêté Viziriel du 28 juin 1914, fixant les indemnités de logement accordées au Personnel civil de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien).

Page 590, 2^e colonne, 9^e et dernière ligne de l'article 2, après : Boulhaut-Boucheron.

Ajouter :

Médiouna.

(Arrêté Viziriel du 27 juin 1914, fixant les indemnités de cherté de vie accordées au Personnel civil de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien).

Page 591, 1^{re} colonne, 9^e et dernière ligne de l'article 2, après : Camp Monod et Sebou.

Ajouter :

Médiouna.

PARTIE NON OFFICIELLE

SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DU MAROC à la date du 30 Janvier 1915.

La situation politique et militaire du Maroc est restée satisfaisante dans l'ensemble.

Région de Taza-Fez. — Le Groupe Mobile, dont nous avons annoncé dans le dernier bulletin la concentration à Taza, a commencé le 21 janvier son action contre les Branès, dont l'hostilité croissante nécessitait une intervention rapide et énergique. Le Colonel BULLEUX avec quatre bataillons, cinq sections de mitrailleuses, deux escadrons et demi et trois batteries et demie, se portait le 21 contre les Branès et les contingents des autres tribus insoumises venues à l'appel du Chenguitti et les refoulait de crête en crête, dans une série d'engagements très heureusement conduits, jusqu'à la limite Nord-Est du pays Branès. Dès le soir, trois fractions faisaient des offres de soumission. Malheureusement, une violente tourmente de neige et de pluie a empêché le Groupe Mobile de poursuivre ses opérations, qui a dû, devant l'impraticabilité des pistes et la persistance des pluies, rentrer momentanément à Taza. L'action contre les Branès et les contingents du Chenguitti sera reprise dès que la situation atmosphérique le permettra.

Région de Khenifra-Tadla. — La situation tend à se stabiliser sur le front Guigou-Oued Oum Rebia. Les tribus berbères, refoulées dans leurs montagnes où la neige, le froid et les pluies causent une grande mortalité parmi les troupeaux, parlent bien, il est vrai, de tenter de s'assurer par la force le libre accès de la plaine ; mais, en réalité, chacun sait que cette tentative n'a aucune chance de succès.

Région de Marrakech. — Dans la région de Marrakech, la situation politique est aussi satisfaisante que possible. Le Commissaire Résident Général, qui vient de visiter cette région, a pris sur place toutes les dispositions nécessaires pour pousser avec intensité la reprise des affaires ; il a ordonné la continuation de travaux interrompus et particulièrement l'exécution des routes sur Casablanca, Mazagan et Mogador, sur lesquelles les chantiers ont été multipliés.

La fête du Mouloud a été célébrée le 28 janvier dans toutes les villes et tribus. Elle a été l'occasion, à Rabat, d'une grande manifestation de loyalisme envers le Sultan de la part des populations qui, de toutes les régions, ont envoyé des délégations conduites par les caïds ou leurs khalifats, pour présenter les hommages traditionnels à leur Souverain. Plus de 4.000 cavaliers sont arrivés à Rabat, venant de toutes les régions du Maroc, y compris des zones récemment soumises telles que le Tadla, l'Atlas, le pays Haha et le Sous. De l'avis des plus vieux Marocains, on n'avait pas vu, même au temps de Mouley Hassan, réunion aussi nombreuse et d'autant d'éclat, malgré les pluies abondantes qui l'ont contrariée.

SERVICES DE L'AGRICULTURE

La défense contre les sauterelles

Le Maroc, pas plus que les autres contrées nord-africaines, n'est exempt d'invasions de sauterelles, qui se produisent périodiquement à des intervalles plus ou moins longs et causent aux cultures les plus graves dommages. Les renseignements parvenus récemment du Sud-Algérien et du Sud-Marocain lui-même donnent à penser que l'Administration et les agriculteurs auront à lutter, cette année, contre une invasion dont on ne peut dès maintenant préciser l'importance, mais qu'il est prudent d'envisager comme sérieuse.

Dès le mois de décembre dernier, il a été signalé, en effet, de gros vols de sauterelles dans le Sud du Maroc Occidental (régions des Ahmar des Ida ou Gourdh, des Sgharna, d'Agadir et à une date plus récente de Marrakech) et dans le Sud du Maroc Oriental (Figuig, Bou-Anan), ce qui laisse présager pour le commencement de la belle saison une invasion généralisée à l'ensemble des circonscriptions méridionales tout au moins.

Cette situation n'a pas échappé à l'attention de la Résidence Générale qui a pris, depuis plus d'un mois, les premières mesures de protection.

Le procédé le plus efficace pour détruire les criquets consiste dans l'emploi de barrages métalliques et de fosses garnies à la partie supérieure de feuilles de zinc. Il a d'ores et déjà été confectionné à Rabat un lot de 4500 plaques de zinc, aussitôt expédiées à Mogador et mises à la disposition du Colonel Commandant le territoire des Haha-Chiadma ; à Marrakech, il est actuellement procédé à la préparation du matériel utile, à l'aide des ressources du commerce local. Le Commandant de la Région des Doukkala-Abda à Mazagan est également doté des crédits qui lui permettent de réaliser sur place les achats de feuilles de zinc et de produits. Enfin, pour parer à l'éventualité d'une insuffisance des ressources locales, il a été réalisé, sur la place d'Oran, l'acquisition de 5.000 plaques de barrages et de leurs accessoires, dont l'arrivée est attendue incessamment et dont la répartition sera faite ultérieurement selon les besoins les plus pressants.

L'action mécanique de ces pièges et des barrages sera complétée par des pulvérisations de liquides insecticides, à base d'huile lourde de houille et de savon mou ou de crésyl ; de sérieux approvisionnements de ces produits ont déjà été constitués.

D'autre part, les Commandants de Région ont reçu toutes les instructions utiles pour prendre, le cas échéant, la direction de la campagne sur leur territoire, organiser des groupements de défense, renseigner la population sur la marche des invasions, réquisitionner la main-d'œuvre, etc.

Il sera procédé, par les soins du Service Zootechnique et des Epizooties, à une expérimentation en grand de la méthode de destruction due à M. d'Herelle, et qui consiste en une infestation des sauterelles par des cultures

baillaires. Il sera, en effet, très intéressant de profiter de l'occasion, si elle s'offre toutefois, de vérifier la valeur pratique de ce procédé, qui semble avoir donné en Amérique du Sud d'intéressants résultats.

Enfin, il a été établi par les soins des Services de l'Agriculture une notice de vulgarisation qui vient d'être publiée en langue française et en langue arabe. Ce document sera diffusé par les soins des Commandants de Région et de Territoires, et des exemplaires en seront tenus gratuitement à la disposition de toute personne qui en fera la demande aux Services de l'Agriculture de la Résidence Générale à Rabat.

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'ASSISTANCE PUBLIQUES

Instruction sur la rage

Conduite à tenir vis-à-vis des animaux suspects de rage

Doivent être considérés comme suspects :

A — Tous les chiens connus qui, contrairement à leurs habitudes ou à leur caractère, mordent surtout les personnes de leur entourage, ou leur maître.

B — Tous les chiens qui mordent, sans provocation, les animaux et les personnes, dans les rues ou les champs.

Tout chien soupçonné doit être immédiatement enfermé dans un local sûr, mis en observation et examiné par un vétérinaire. Comme la rage se termine toujours par la mort et qu'elle évolue en cinq, six, sept jours au plus, si l'animal vit plus longtemps, il n'est sûrement pas enragé.

Mesures urbaines à préconiser vis-à-vis des chiens dès l'apparition du premier cas de rage dans une localité

1° Déclaration obligatoire de tous les cas confirmés ou suspects sous peine d'amende ;

2° Usage permanent de la muselière sur la voie publique et port de la plaque d'identité fixée au collier ;

3° En principe, le sacrifice de tous les animaux mordus par des chiens enragés, ou suspects, est une mesure brutale, aveugle, et par cela même illogique. Elle n'est excusable que si elle s'applique à des chiens errants ou inconnus. Pour les chiens connus, et porteurs de plaques d'identité, la mise en observation, soit à l'infirmierie vétérinaire, soit dans un local spécial de la fourrière, soit à domicile, est bien préférable, car cette mesure favorise beaucoup tout diagnostic ultérieur, qu'il s'agisse de personnes ou d'animaux mordus ;

4° Capture de tous les chiens errants ou qui n'ont pas satisfait à l'imposition de la taxe ;

5° Pendant la période où sévit la rage, tout chien disparu devra être signalé à la police urbaine ;

6° Les habitations ou locaux où ont demeuré des animaux enragés seront désinfectés au moyen d'une solution de cristaux de soude bouillante, les objets communs au moyen d'une solution d'acide phénique à 3 %.

7° La consommation des viandes des animaux enragés (vache, mouton, etc.) est défendue.

Formes cliniques de la rage chez le chien

Il existe deux formes cliniques de rage : la *rage furieuse* et la *rage paralytique*. La première se traduit, au début, par une extrême agitation, de simples réactions exagérées et des modifications très marquées dans les habitudes. Le chien devient triste, sombre, inquiet, taciturne ; il va et vient constamment ; de temps à autre, il se repose un instant et s'étend sur le sol, puis il se relève brusquement, comme frappé par une incitation vive pour reprendre ses mouvements interrompus ; il est encore docile, mais il obéit moins vite, distrait par quelque préoccupation dominante.

Un peu plus tard, car le tableau clinique change d'heure en heure, le chien répondra selon son caractère par de plus vives démonstrations d'affection, ou, au contraire, par des grognements et des révoltes. Il a des périodes de calme où il cherche la solitude, alternant avec des phases d'excitation très marquée qu'un rien réveille. Puis la maladie s'affirme.

Si l'animal est laissé libre, il fuit d'ordinaire la maison du maître, trottant à une allure rapide, la queue basse, l'œil hagard, indifférent à ce qui l'entoure. Il se jette sur les chiens et les personnes, sans des rechercher cependant et sans s'acharner sur eux. S'il s'agit d'un chien de troupeau, il mordra les animaux du troupeau. Il déchire les objets qu'il rencontre, déglutit les corps les plus divers.

S'il est enfermé, l'animal est toujours en mouvement, griffe le sol, retourne la paille, se précipite sur les objets qu'on lui présente, pousse par intermittences un hurlement prolongé terminé par une note aiguë ; chez certains, ce hurlement fait place à un aboiement court, rauque, voilé.

L'hydrophobie est une légende. Si le chien cesse de boire, c'est qu'à un moment donné il ne peut plus déglutir de par les progrès mêmes de la maladie. Cette forme se termine par la paralysie progressive, des convulsions et la mort dans la prostration complète.

Ce qui caractérise surtout la *rage paralytique* et la différence de l'autre c'est l'impuissance physique de mordre et l'involonté de mordre. L'animal reste calme, la mâchoire inférieure un peu pendante, la langue sort de la bouche, une bave abondante s'écoule de la cavité. Il consent bien à saisir les objets présentés, mais avec prudence et sans violence. Ce qui fait appeler cette forme *rage muette*, c'est que la paralysie, débutant souvent par les muscles des mâchoires, empêche l'animal d'émettre un son quelconque et lui donne un aspect tout à fait spécial.

L'évolution est rapide et la mort survient au bout de deux ou trois jours.

Conseils aux personnes mordues par des chiens enragés ou tenus pour suspects de rage

On doit toujours avoir présent à l'esprit que la salive des animaux enragés est déjà dangereuse quatre ou cinq jours avant l'apparition des premiers symptômes et que toute excoriation ou égratignure, touchée par la bave, à cette période, doit être traitée comme une morsure.

Toute morsure d'animal, soupçonné d'être enragé, doit être soignée dans le plus bref délai. Trente minutes après la morsure, tout traitement local devient inutile. Il faut exprimer la plaie pour en faire sourdre quelques gouttes de sang, la laver avec n'importe quel liquide, eau froide, eau chaude, vin, eau-de-vie, solution antiseptique étendue, puis la cautériser à la teinture d'iode, au jus de citron, à l'acide phénique en solution concentrée, à l'alcool absolu, au feu, si la morsure est bien limitée. Les agents physiques, fer rouge, thermo-cautère, sont préférables aux agents chimiques (nitrate d'argent, sulfate de cuivre, acides minéraux).

En aucun cas, le traitement local de la blessure ne doit être considéré comme suffisant et doit être suivi du traitement général antirabique dans un institut spécial.

L'examen de l'animal mordeur est d'un grand poids dans l'appréciation de l'opportunité du traitement antirabique.

Le tableau ci-après, dressé par le Docteur REMLINGER, fournit toutes les indications utiles :

ANIMAL MORDEUR SOUPÇONNÉ DE RAGE

PERSONNE MORDUE

1° Mort moins de dix jours après la morsure	}	Traitement antirabique.	
2° Tué moins de dix jours après la morsure			
3° Disparu moins de dix jours après la morsure			
4° Inconnu			
5° Vivant en observation pendant dix jours	}	a) S'il prend la rage.	Traitement antirabique.
		b) S'il meurt suspect de rage ou succombe à une affection autre que la rage.	Traitement antirabique
		c) S'il tombe malade et s'il n'est pas mort au dixième jour.	Attendre, et traitement antirabique si l'animal meurt.
		d) S'il est vivant et bien portant après dix jours.	Pas de traitement antirabique.

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

Annonces judiciaires, administratives et légales

SERVICE D'ARCHITECTURE
DE LA RÉGION DE RABAT

Ville de Kenitra

AVIS
aux Entrepreneurs

Le HUIT FÉVRIER 1915, à onze heures, il sera procédé par l'Architecte de l'Opération, dans les bureaux de M. le Conducteur des Travaux Publics de Kenitra, à l'adjudication au rabais, sur soumissions cachetées, des travaux de construction du Bâtiment des Services des Travaux Publics.

Le montant du Détail estimatif s'élève à trente-huit mille cent cinquante-quatre fr. deux centimes (38.154,02) non compris une somme à valoir de treize mille huit cent quarante-cinq francs quatre-vingt dix-huit centimes (13.845,98).

Les pièces du projet sont dès à présent tenues à la disposition des entrepreneurs pour être consultées par eux, à Kenitra, Bureau du Conducteur des Travaux Publics, et à Rabat, Bureau de l'Architecte (aux Touargas), tous les jours non fériés, de 9 heures à 12 heures et de 15 heures à 17 heures.

Les entrepreneurs de la Région de Kenitra pourront déposer leurs offres aux bureaux du Conducteur des Travaux Publics jusqu'au jour de l'adjudication avant 10 heures 30, délai de rigueur ; et ceux de la Région de Rabat,

aux bureaux des Services d'Architecture aux Touargas, jusqu'au 7 février, avant 18 heures, dernier délai.

Chaque soumissionnaire devra les déposer dans une enveloppe cachetée contenant :

1° Les certificats établissant ses capacités techniques et financières ;

2° Le récépissé du cautionnement provisoire versé par lui à la Trésorerie Générale et fixé par l'art. 31 du Cahier des charges à mille cinq cents francs (1.500,00).

Et 3° : Une seconde enveloppe cachetée contenant la commission rédigée conformément au modèle ci-après :

MODÈLE DE SOUMISSION

Je soussigné
entrepreneur à

Me soumet et m'engage à exécuter les travaux de construction des bâtiments des Services des Travaux Publics à Kenitra, dont la dépense est évaluée à trente-huit mille cent cinquante-quatre francs deux centimes, non compris une somme à valoir de treize mille huit cent quarante-cinq francs quatre-vingt dix-huit centimes (13.845,98), aux conditions du Cahier des charges, dont je déclare avoir pris pleine connaissance, et aux prix du bordereau, sur lesquels je consens un rabais de centimes par franc.

(Date et Signature).

(Le rabais doit être exprimé et toutes lettres et en nombre rond de centimes).

Secrétariat-Greffe du Tribunal
Civil de Première Instance
de Casablanca.

VENTE
aux enchères publiques

A la requête de M. Armand ALACCHI, Secrétaire - Greffier près le Tribunal Civil de Première Instance de Casablanca, agissant es qualités, et en vertu d'une ordonnance de référé rendue sur requête par M. le Président du Tribunal Civil de Casablanca, le 26 janvier 1915.

Il sera procédé à Casablanca, le LUNDI 8 FÉVRIER 1915 et jours suivants, à 9 heures du matin, à la vente aux enchères publiques et au plus offrant et dernier enchérisseur.

1° Dans un fondouk sis Boulevard du 4^e Zouaves, en face la porte Bab el Kha.

De : Caisses de vermouth, champagne, bière et eau minérale, accessoires de charrettes et charrettes, lots de planches et madriers, sacs, instruments et machines aratoires, bicyclettes, fil de fer, peaux de moutons, de chèvres, de bœufs, sel, appareils de marine, cordages, sellerie, papier de pliage, objets divers et denrées diverses.

2° Dans un autre fondouk, situé route de Médiouna, après le Garage Bessis.

De : 75 sacs de sucre Saint-Louis, sacs vides, peaux de moutons, de bœufs, de chevreaux, laines, sel, cordes et ficelles, blé, fenugrec, criblure, millets, fèves, pois chiches, graines de lin, coriandre, toiles d'emballages, tarares, etc.

Observations : Les opérations de vente commenceront par le fondouk du Boulevard du 4^e Zouaves.

La vente aura lieu au comptant, et l'acquéreur devra immédiatement prendre livraison sous peine de folle-enchère.

L'adjudicataire devra également verser entre les mains du Secrétaire-Greffier qui procédera à la vente, 5 % en sus de son prix d'adjudication.

Casablanca, le 27 janvier 1915.
Le Secrétaire-Greffier en Chef,
NERRIÈRE.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDJA

Faillite TAIEB BEN AISSA

Par jugement en date de ce jour, le Tribunal de première Instance d'Oudjda a clôturé pour cause d'insuffisance d'actif, les opérations de la faillite du sieur TAIEB BEN AISSA, ex-comméçant à Oudjda.

Oudjda, le 14 janvier 1915.
Pour extrait :
Le Secrétaire-Greffier en Chef,
ROLLAND.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDJA

Faillite
ATTMAN EL OULD GHIRI

Par jugement en date de ce jour, le Tribunal de première Instance d'Oudjda a clôturé pour cause d'insuffisance d'actif, les opérations de la faillite du sieur ATTMAN EL OULD GHIRI, ex - comméçant à Oudjda.

Oudjda, le 14 janvier 1915.
Pour extrait :
Le Secrétaire-Greffier en Chef,
ROLLAND.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Réunion des Faillites et Liquidations judiciaires du VENDREDI 12 FEVRIER 1915, à 10 heures du matin (Salle d'audience).

MM. ALACCHI et GAVENS, syndic-liquidateurs ;

M. LOISEAU, juge-commissaire.

1° Liquidation judiciaire ABDELMEJID BENNIS, négociant à Casablanca, concordat ou état d'union.

2° Faillite Armand SCOLAN, ex-négociant à Casablanca, concordat ou état d'union.

3° Faillite DECUGIS et DUFOUR, ex-entrepreneurs à Casablanca, dernière vérification des créances.

4° Faillite Javier SALAS, ex-négociant à Rabat, première vérification des créances.

5° Faillite Antonio BARRANCO, ex-négociant à Casablanca, concordat ou état d'union.

6° Liquidation judiciaire Miguel ADROBAU, négociant à Casablanca, réunion pour examen de la situation.

7° Liquidation judiciaire Abraham AZOULAY, négociant à Casablanca, réunion pour examen de la situation.

Faillite KUNZ et C^o, délai de 20 jours pour la production des titres de créances.

Faillite MOULAY IBRAHIM EL BOUQUILI, délai de 20 jours pour la production des titres de créances.

Casablanca, le 30 janvier 1915.

Pour le Secrétaire-Greffier
en Chef,

MESSICA.

Secrétariat-Greffe du Tribunal
Civil de Première Instance
de Casablanca.

VENTE
aux enchères publiques

A la requête de M. ARMAND ALACCHI, Secrétaire-Greffier près le Tribunal civil de première Instance de Casablanca, agissant ès qualités, et en vertu d'une ordonnance de référé rendue sur requête par M. le Président du Tribunal civil de Casablanca, le 26 janvier 1915.

Il sera procédé à Casablanca, au quartier de la T. S. F., immeuble Papin, près la Ferme Blanche, le VENDREDI 29 JANVIER 1915, à huit heures du matin, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, de :

Etalés de menuisier, outils, bois de menuiserie, meubles, linges et objets divers.

La vente aura lieu au comptant, et l'acquéreur devra immédiatement prendre livraison sous peine de folle-enchère.

L'adjudicataire devra également verser entre les mains du Secrétaire-Greffier qui procédera à la vente 5 % en sus de son prix d'adjudication.

Casablanca, le 26 janvier 1915.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,

NERRIÈRE.

AVIS

L'avis d'adjudication du 1^{er} Lot de la route Mazagan-Marrakech, portée ces jours derniers à la connaissance du public, est rapporté ; l'exécution de ces travaux étant remise à une date ultérieure.

AVIS

Par acte en date du 31 janvier 1915, enregistré, Monsieur Alphonse TESTE a vendu son fonds de commerce d'épicerie situé à Rabat, rue El Gza, et portant l'enseigne « Epicerie Centrale ».

Pour oppositions, s'adresser à l'Epicerie Centrale, rue El Gza.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Faillite MOULAY IBRAHIM
EL BOUQUILI

Par jugement du Tribunal de première instance de Casablanca, en date du 13 janvier 1915, le sieur MOULAY IBRAHIM EL BOUQUILI, ex-négociant à Marrakech, a été déclaré en état de faillite, admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement au 9 mars 1914.

Le même jugement nomme :

M. LOISEAU, juge-commissaire ;

M. ALACCHI, syndic provisoire ;

M. SAUVAN, co-syndic provisoire.

Casablanca, le 14 janvier 1914.

Pour extrait conforme :

Pour le Secrétaire-Greffier
en Chef,

PETIT.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
DE CASABLANCA

Liquidation
Abraham AZOULAY

Par jugement du Tribunal de première Instance de Casablanca, en date de ce jour, le sieur Abraham AZOULAY, négociant à Casablanca, a été admis au bénéfice de la liquidation judiciaire.

La date de cessation des paiements a été fixée provisoirement à ce même jour.

Le même jugement nomme

M. LOISEAU, juge-commissaire ;

M. ALACCHI, liquidateur provisoire.

Casablanca, le 27 janvier 1915.

Pour extrait conforme :

Pour le Secrétaire-Greffier
en Chef,

Signé : (Illisible).

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDA

Faillite Maurice BONIN

Par jugement en date de ce jour, le Tribunal de première Instance d'Oudjda a homologué le concordat intervenu le 4 mars 1914, entre le sieur Maurice BONIN, ex-commerçant à Oudjda, et ses créanciers. Conditions sommaires : abandon du 60 %, les 40 % non remis payables après homologation du concordat par les soins du Secrétariat.

Oudjda, le 14 janvier 1915.

Pour extrait :

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
ROLLAND.